

Fonds compétitif pour la recherche scientifique et l'innovation technologique : L'innovation comme levier de développement

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 04 MAI 2022

1090

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Journée Mondiale de la liberté de la presse

Ombres et lumières sur le cas

Ghislaine Dupont et Claude Verlon



Lancement du PACAO-MALI : Environ 4 600 emplois directs seront créés



Association africaine des services d'emploi public -AASEP : Le Mali réélu pour 3 ans



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

03 Mai
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

425

Nouveaux cas confirmés

10

Nouveaux guéris

31

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

07 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
85 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 860

Guéris

29 973

Décès

732

dont 70 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.17



P.25



/ Une /

Journée Mondiale de la liberté de la presse : Ombres et lumières sur le cas Ghislaine Dupont et Claude Verlon

P.5

/ Brèves /

Niger : Mohamed Bazoum demande l'appui de l'ONU aux populations victimes du terrorisme

P.11

Détérioration de la situation sécuritaire à Ménaka : La coopération transfrontalière effective prônée par la MINUSMA

P.11

Attaques simultanées contre trois positions des FAMA : Subite recrudescence des perfides assauts jihadistes

P.12

Wagner présent au Mali, en Libye : Sur une "base commerciale" (Lavrov)

P.12

Assimi Goïta : "Aucune nation ne peut se développer sans passer par des périodes difficiles"

P.12

/ Actualité /

Association africaine des services d'emploi public -AASEP : Le Mali réélu pour 3 ans

P.15

Lancement du PACAO-MALI : Environ 4 600 emplois directs seront créés

P.16

Fonds compétitif pour la recherche scientifique et l'innovation technologique : L'innovation comme levier de développement

P.17

Communiqué de l'APPEL-MALI à l'occasion de la Journée Internationale de la Liberté de la Presse

P.18

Djihadiste au Mali : Mahmoud Barry reprend du service

P.19

Retour sur les récentes attaques jihadistes : Les précisions de la DIRPA

P.20

/ Politique /

Passage du Premier ministre devant le CNT : Réactions de conseillers nationaux

P.23

Présidentielle : Boubou Cissé, ce candidat fantôme !

P.25

Mali, Guinée et Burkina Faso : l'immobilisme coupable de la CEDEAO

P.26

/ Culture & société /

Dix derniers jours du mois de Ramadan : A la sainte quête de la Nuit du Destin

P.27

/ International /

ONU : Les enjeux de la tournée africaine du Secrétaire Général António Guterres

P.28

Transition : Qu'on ne trompe plus personne, la Guinée est notre bien commun !

P.31

/ Sport /

Mercato – Real Madrid : Une recrue à 50M€ se confirme pour Ancelotti ?

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Malikilé

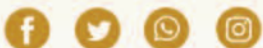
souhaite une bonne fête à toute
la communauté musulmane

Aïd El Fitr

Ramadan 2022

La Direction et l'ensemble
du Personnel de votre magazine
numérique "Malikilé" souhaitent

Une bonne fête de Ramadan
et une bonne fête du Travail
à toutes et à tous



1^{er}
mai
2022

Bonne Fête

à tous les travailleurs



Journée Mondiale de la liberté de la presse | Ombres et lumières sur le cas Ghislaine Dupont et Claude Verlon

Prétentieuse, la patrie de la Liberté est cependant loin d'être un exemple !

Dans une lettre adressée aux autorités françaises, dont Mediapart avait eu copie, et dont RFI s'était fait écho, l'ex-Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, Agnès Callamard, accusait ouvertement l'armée française d'entraver l'enquête de l'ONU sur l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon au Mali. En effet, elle affirmait sans détour que l'armée française utilise de manière abusive les règles du « secret défense » pour empêcher les enquêteurs d'établir la vérité. Elle dénonçait en outre une entrave à l'enquête judiciaire et une violation du droit international.

Courageuse, elle évoquait par ailleurs les « mensonges initiaux » des autorités françaises, allusion faite notamment à la manière dont l'ancien président François Hollande et

l'ancien patron de la DGSE, Bernard Bajolet, avaient varié dans leurs déclarations. L'un et l'autre avaient admis, dans un premier temps, l'existence d'une écoute entre un commanditaire présumé et un ravisseur de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, avant de revenir sur leurs propos lors de leur audition par le juge.

Par ailleurs, elle s'étonnait d'une « réhabilitation » de fait de Seidane Ag Hitta, le présumé commanditaire de l'assassinat, pourtant réapparu à l'occasion de la libération de quatre otages, parmi lesquels la Française Sophie Pétronin, en octobre 2020, pour avoir participé aux négociations. Agnès Callamard dénonçait ce qui, pour elle, constitue « une réhabilitation progressive » du cerveau du double assassinat des deux reporters de RFI, ajoutant que cet homme a servi directement ou indirectement d'interlocuteur à la France.

« Nous sommes vraiment dans un scénario ex-

trêmement inquiétant. Que la personne qui a commandité le crime se retrouve quelques années plus tard au milieu d'une négociation extrêmement sophistiquée qui a abouti à la remise en liberté de quatre otages ainsi qu'à la remise en liberté de 200 membres de groupes armés et probablement d'une grosse somme d'argent [...], cela veut dire qu'à un moment donné certaines personnes auront déterminé que des intérêts priment bien au-dessus de la recherche de la vérité, de la justice pour le crime commis... ».

Pour toute réponse à ces révélations graves, les autorités françaises, par le biais du Quai d'Orsay, avaient assuré que l'enquête suit son cours et que la France y coopérait pleinement. Une réponse qualifiée par la désormais ex-rapporteuse de l'ONU d'insulte aux familles et d'insulte à la mémoire de Ghislaine Dupont et de Claude Verlon. Des révélations qui confortent nombre d'observateurs qui pensent que la res-



ponsabilité de la France est entière dans ce dossier, pour ne pas dire plus.

Ghislaine Dupont et de Claude Verlon ont dû voir des choses qu'ils n'auraient pas dû, et qui compromettaient directement les autorités françaises, quant on sait que les forces spéciales françaises avaient poursuivi les ravisseurs, ce qui n'avait jamais été dit depuis le décès de nos deux collègues. Aussi, en l'absence de toute réaction des autorités et de l'état-major des armées françaises à ces révélations, **des parlementaires français s'en étaient mêlés pour casser** cette stratégie du silence.

En effet, le député Didier Quentin avait alors interpellé par écrit Jean-Yves Le Drian, à l'époque ministre socialiste de la Défense. L'élu Les Républicains de Charente-Maritime questionnait le ministre des Affaires étrangères sur les initiatives qu'il comptait prendre avec son successeur Florence Parly pour faire la lumière sur l'affaire de la mort de Ghislaine et Claude. Un appel à la transparence dont Pierre Laurent, sénateur de Paris et ancien secrétaire national du Parti communiste français, se faisait également l'écho.

Dans sa question écrite, il demandait à Mme Parly ce que l'État compte faire, avec dans le viseur, la levée entière du secret-défense. « **L'ensemble des documents protégés par le "secret-défense" n'ont pas été versés au dossier. Il y a des trous inquiétants. Il y a quelque chose qui n'est pas clair... Les conditions de l'intervention de l'armée française ont besoin d'être éclaircies. Je**

ne mets en en cause personne, je dis seulement qu'il faut que la vérité complète soit faite », avait déclaré M. Pierre Laurent.

Qui attirait l'attention de Mme la ministre des armées sur les circonstances de l'assassinat de deux envoyés spéciaux de Radio France internationale. Assassinat odieux revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), une organisation terroriste. En effet, sur la base de nombreux témoignages, nombre d'acteurs et de journalistes interrogent la version officielle du déroulé des opérations françaises menées après l'enlèvement.

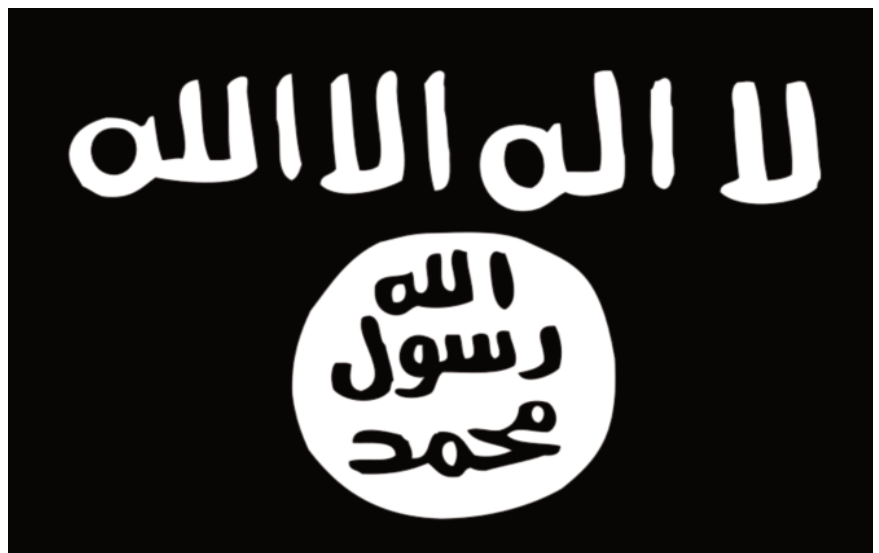
Contrairement à celle-ci, ils affirment notamment que les forces spéciales françaises ont poursuivi les ravisseurs. Ils s'interrogent également sur le profil d'un des membres présumés du commando responsable de l'enlèvement suivi de l'assassinat des envoyés

spéciaux de RFI. Un document auquel avaient eu accès ces journalistes et qui donnait à penser que cette personne a pu être recrutée par un service de renseignement français.

Aussi, si les juges d'instruction en charge de l'affaire ont obtenu la déclassification de centaines de pages d'archives de la direction du renseignement militaire (DRM) et de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), il se trouve que dans ces documents, des pages et des passages entiers manquaient ou étaient barrés, et donc illisibles. Pour toutes ces raisons, des pressions sont aujourd'hui faites pour que l'État français explique ce qu'il compte faire en vue d'une levée complète du secret-défense concernant tous les documents ayant trait à cette affaire et qui permettraient à la justice de faire la lumière sur le déroulé exact de cet assassinat.

Malheureusement, près de dix ans après les faits, l'enquête judiciaire est encore loin d'être terminée, un autre point marquant dans cette affaire est **la mort, début juin 2021, de Baye Ag Bakab**, le chef du commando des ravisseurs. Ancien combattant d'Ansar Dine puis d'AQMI, proche de **Seidane Ag Hitta** (l'un des commanditaires de l'assassinat, aujourd'hui devenu un cadre du GSIM, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans d'Iyad Ag Ghaly), il avait été entendu en mars 2013 à Kidal par les services français de renseignements et par la force Serval, à qui il avait signifié sa disponibilité pour d'autres rencontres. A quand donc la vérité dans cette troublante affaire.

■ Yama DIALLO



■ Croissanceafrique.com



La Banque mondiale a annoncé le jeudi dernier un prêt de 200 millions USD en faveur du gouvernement de la République du Ghana. Le financement permettra d'accélérer la transformation numérique à travers l'amélioration de l'accès au haut débit pour les populations, l'amélioration de l'efficacité et de la qualité de certains services publics numériques, le renforcement de l'écosystème d'innovation numérique au Ghana afin de contribuer à la création de meilleurs emplois et opportunités économiques



■ Observateur de Babi



Belmadi répond à Patrick MBOMA sur RMC SPORT :

"Mboma pouvait m'appeler, c'était un ami et il est allé sur un terrain très limite, très borderline, il a été malhonnête intellectuellement... Je n'ai jamais parlé du Cameroun, jamais parlé de Samuel Eto'o. Je n'ai pas compris cette réaction. J'ai l'impression que Mboma a répondu à un diktat, il fallait me discréditer"



■ Mali Actu



Ce drame s'est produit, samedi 30 avril, vers midi, entre Baguinéda et Tièkèna, sur la RN°6, mettant en scène une voiture de marque Toyota Pick up et un minibus Sotrama.



■ Ammy Baba Cisse



« Cet accord a été signé dans une période où notre État était très faible. Ça arrive à toutes les nations. Il y a des périodes difficiles dans l'histoire des pays » Choguel Kokalla Maiga

La journée internationale de la liberté de la presse. Contexte mondial délétère, mais sachons toujours qu'à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Pensées singulières à tous les confrères



« Dans la mise en œuvre de l'accord, le gouvernement est très prudent » Choguel Kokalla Maiga

« Nous avons réuni les éléments de droit et les éléments de politique pour aboutir à la conclusion qu'il n'est plus possible de continuer à rester dans cet accord » Choguel Kokalla Maiga

« Nous n'avons pas rompu l'accord militaire avec la France parce que c'est réclamé ici et là, nous sommes très lucides dans ce que nous faisons ». Choguel Kokalla Maiga



France Diplomatie

1 h · 0

#Mali | La France a été informée, le 2 mai, de la décision unilatérale des autorités de transition maliennes de dénoncer le traité de coopération en matière de défense liant la France et le Mali ainsi que l'accord régissant le statut des forces françaises et celles des partenaires européens impliqués dans la task force Takuba. Elle considère cette décision injustifiée et conteste formellement toute violation du cadre juridique bilatéral qui serait imputable à la force Barkhane.

La France poursuivra le retrait en bon ordre de sa présence militaire au Mali, conformément aux engagements pris à l'égard de ses partenaires et dans un souci de coordination et de dialogue respectueux avec les forces armées maliennes. La France réaffirme sa vigilance à l'égard de toute tentative de manipulation de l'information et rappelle sa détermination à assurer la sécurité de ses soldats et des soldats européens engagés à ses côtés au cours de cette phase de désengagement..

<https://fdip.fr/xn2a8lk6>

03/05/2022

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Casimir Sangala



Félicitations aux autorités militaires et diplomatiques. Le traité de coopération militaire avec la France enfin dénoncé. C'est terminé !

Wakat Séra



La 17e édition du Tour cycliste international du Bénin a démarré, le mardi 3 mai 2022, et se déroule jusqu'au 8 mai prochain. Vainqueur de l'édition précédente grâce à Paul Daumont, le Burkina Faso se présente une nouvelle fois avec six candidats pour défendre son titre. 12 pays dont le Bénin, pays organisateur, sont également en lice pour le sacre final.



Kaou Abdramane Diallo



Kaou Abdramane Diallo se sent serein avec Bassirou Ben Doumbia à Mali.

#Un autre coup de canife dans la gueule de l'hydre. J'aime bien le terme <<Avec effet immédiat >>

C'est simple, clair, net & précis

A ceux qui raillaient et ricanaient sous cape qu'on ne pouvait franchir ce cap, voilà ça qui est là hein

Cette Team suit son way, méthodiquement & proprement

#So timi, timi



■ Yehia Tandina



ACTUALITÉS : JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE PRESSE

À vous tous de l'ORTM/Tombouctou, du Directeur au gardien en passant par les responsables des sections, collaborateurs extérieurs, je voudrais magnifier ici et ce jour, votre courage et abnégation à faire rayonner la station régionale de Tombouctou. Votre professionnalisme à couvrir et produire à l'auditoire des éléments appréciés et appréciables, malgré le contexte d'insécurité, vous faites preuve de sacrifice et de loyauté. En terme d'audience vous avez été évalué à travers les émissions interactives qui font de la station régionale la Radio leader. J'exprime mes sincères reconnaissances aux hommes dans l'ombre, les techniciens, agents de surface et aux animatrices infatigables, speakers en langues locales. Courage et abnégation, nous arriverons inchallah. Yehia Tandina Doyen du personnel de la station régionale ORTM/Tombouctou.



■ Bacary Camara



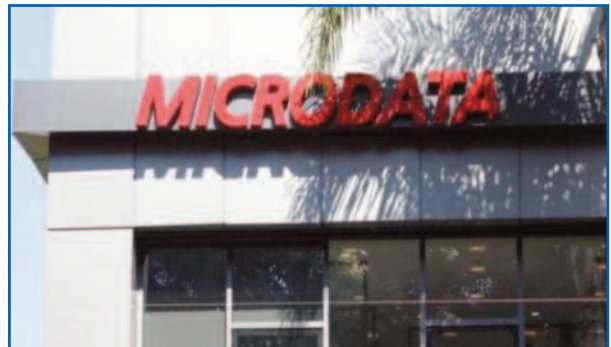
Au lendemain de la fête de l'Aid El Fitr, je profite de ce grand moment de grâce, de pardon, mais aussi de souvenir pour souhaiter encore plus de bonheur et de santé à deux artistes exceptionnels de notre pays: l'immense Salif Keita, mégastar de la musique mandingue, Pr Oumar Kamara Ka, artiste-peintre de renom. La belle chemise que je porte m'a été offerte par ma cousine Mafounè Camara qui vit actuellement au Canada. Qu'elle accepte ici toute ma sympathie.



■ Financial Afrik



Le bénéfice après impôts de la société marocaine Microdata spécialisée dans la commercialisation et le déploiement d'infrastructures informatiques en faveur d'organismes privés, publics, et notamment ceux du secteur financier, a enregistré une baisse de 29% au terme de l'exercice 2021 comparé à celui de 2020, ont annoncé les dirigeants de cette entreprise basée à Casablanca.
#Maroc #Microdata



■ Abdoul MBAYE



Quelles valeurs transmettons nous aux enfants lorsque la Constitution n'est pas respectée, la trahison rémunérée, le vol de deniers publics impuni et récompensé, en plein jour comme hauts faits politiques? La responsabilité est celle du leader politique et non des parents.

■ Martin Fayulu



En cette # Journée mondiale pour la liberté de la presse, j'exprime ma gratitude envers les journalistes de la #RDCongo et du monde entier qui informent les citoyens et veillent à ce que les dirigeants répondent de leurs actes. Les médias libres sont le fondement de la démocratie.

CONTRÔLE PHYSIQUE DE L'INPS

Qui?

Les allocataires, les pensionnés résidant au Mali
et hors du territoire national

Quoi?

Mise en place des opérations de contrôle physique

Quand?

Du 19 avril 2022 au 29 juillet 2022

Où?

- Agences Principales de Bamako
- Directions Régionales
- Les représentations diplomatiques.

Comment?

Se munir des pièces suivantes : le badge INPS,
la carte d'identité nationale ou la carte NINA.



Niger : Mohamed Bazoum demande l'appui de l'ONU aux populations victimes du terrorisme



À l'occasion de la visite d'Antonio Guterres. Le Président nigérien, Mohamed Bazoum, a demandé, lundi, l'appui des Nations Unies au profit des populations victimes du terrorisme. Il a formulé cette demande lors d'une rencontre avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, arrivé lundi à Niamey.

La région du Sahel central est une région affectée par le terrorisme qui prend malheureusement de l'ampleur. Le Niger a la particularité d'appartenir à cette région", a indiqué Mohamed Bazoum, ajoutant que 6,7 millions de personnes sont contraintes à des déplacements dans cette région.

"À l'Est dans la région de Diffa, à la frontière avec le Nigeria, nous faisons le pari de ramener toutes les personnes déplacées dans leurs villages. À l'Ouest dans la région de Tillabéri, à la frontière avec le Mali, nous sommes dans le même processus", a-t-il indiqué. "Nous avons besoin de l'accompagnement de nos partenaires, notamment le Système des Nations-Unies", a plaidé Mohamed Bazoum, ajoutant que le Niger dispose d'un "plan de soutien" aux personnes déplacées par les attaques terroristes.

"Pour des villages qui ont été désaffectés pendant cinq ans, nous avons besoin de reprendre les maisons, les écoles, les centres de soins et le système hydraulique", a expliqué Mohamed Bazoum. "Je peux vous assurer que vous pouvez compter sur nous pour mener le plaidoyer auprès de la communauté internationale", a réagi le Secrétaire Général de l'ONU. Antonio Guterres est arrivé lundi au Niger dans le cadre d'une visite de deux jours. Samedi et dimanche, il était au Sénégal. En plus de la rencontre avec les autorités nigériennes, le patron de l'ONU se rendra mardi à Ouallam, dans la région de Tillabéri, à une centaine de kilomètres au Nord-ouest de Niamey et à environ 200 kilomètres de la frontière malienne, où il visitera le camp militaire de la force "Almahaou" (tourbillon en langue zarma) engagée dans la lutte contre le terrorisme. Toujours à Ouallam, Antonio Guterres s'entretiendra avec les représentants de plus de douze mille déplacés nigériens et réfugiés maliens et burkinabé recensés dans la région de Tillabéri, suite aux attaques terroristes. Après le Niger, le Secrétaire Général de l'ONU se rendra au Nigeria.

Source : aa.com

Détérioration de la situation sécuritaire à Ménaka : La coopération transfrontalière effective prônée par la MINUSMA



La Mission Onusienne s'est encore montrée très préoccupée par la détérioration de la situation sécuritaire dans la région de Ménaka. Cette dégradation sécuritaire, observée au cours de ces dernières semaines, a poussé la MINUSMA à multiplier ses activités de sécurisation et de protection.

Face à la détérioration marquée de la situation sécuritaire observée au cours de ces dernières semaines dans la région de Ménaka, la MINUSMA a intensifié ses activités de sécurisation et de protection. Ces opérations sont menées dans la ville de Ménaka et environnants en étroite coopération avec les autorités maliennes.

« Les composantes Militaire et de Police de la Mission, de concert avec les Forces de défense et de sécurité maliennes, conduisent, de jour comme de nuit, des patrouilles quotidiennes à Ménaka », a annoncé la MINUSMA dans un communiqué. Pour sécuriser les populations et leurs biens, des patrouilles sont également menées par la Force de la MINUSMA dans les environs immédiats de Ménaka et au-delà. Celles-ci seront renforcées dans la période à venir avec le lancement d'autres opérations qui permettront d'étendre significativement le rayon d'action de la Force de la MINUSMA, et ce, en appui aux populations civiles. « Cet effort s'ajoute à l'action conduite en différents endroits de la zone dite des « trois frontières », a-t-elle affirmé.

En outre, les composantes civiles de la MINUSMA poursuivent les efforts visant à prévenir et à désamorcer les tensions intercommunautaires qui ont ressurgi à la faveur de la détérioration de la situation sécuritaire. La MINUSMA a expliqué dans son communiqué que ce travail est accompli en collaboration étroite avec les structures maliennes compétentes que sont les Équipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR). Il se manifeste notamment par un plaidoyer soutenu auprès des acteurs locaux, y compris les responsables communautaires, ainsi que par des sessions de formation sur leur rôle dans la consolidation de la paix et la préservation de la cohésion sociale.

La MINUSMA appuie également les acteurs humanitaires pour faciliter l'acheminement de l'assistance dont ont grandement besoin les populations affectées.

Seydou Fané / Source : Les Échos- Mali

Attaques simultanées contre trois positions des FAMA : Subite recrudescence des perfides assauts jihadistes



Dimanche 24 avril, vers 4H du matin, à peine avaient-ils commencé à digérer le repas béni du "souhour", que les habitants de Sevaré, Bapho et Niono ont brusquement été arrachés à leur sérénité par des tirs nourris d'armes lourdes dirigés contre les camps des trois localités. Voici les articles croisés de nos correspondants sur lesdites zones.

Selon le communiqué n°035 de l'État-major Général des Armées, très tôt le dimanche 24 avril, vers 5h00, le Camp Amadou Balobo de Sevaré, le camp de Bapho et celui de Niono ont été les cibles d'attaques menées de manière simultanée. Au moyen de véhicules kamikazes bourrés d'explosifs, d'obus et d'autres armes lourdes, les assaillants ont déclenché des tirs croisés sur le camp sans atteindre leur objectif principal. Le bilan provisoire de ces attaques est le suivant :

- au camp de Sévaré, 06 morts et 15 blessés côté FAMA ; côtés assaillants : 11 morts, dont le Kamikaze, et récupérations de beaucoup de matériels militaires et de communication ;
- au camp de Bapho, les FAMA déplorent un blessé et un hélicoptère endommagé ;
- au camp de Niono, quatre blessés et deux véhicules endommagés.

Dans le communiqué de l'État-major des Armées, il est précisé aussi que la situation est sous contrôle et que l'armée procède au ratissage dans les différentes zones concernées afin de sécuriser les personnes et leurs biens.

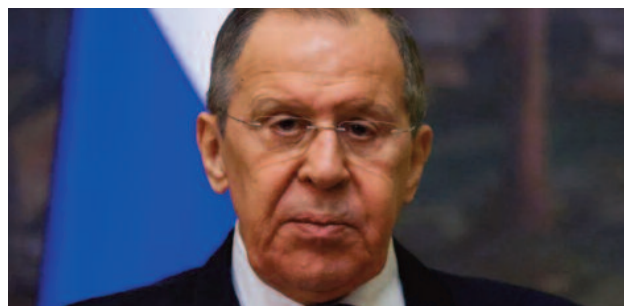
I DICKO / Source : Les Échos- Mali

Assimi Goïta : "Aucune nation ne peut se développer sans passer par des périodes difficiles"

Sil y a une chose dont le président Assimi Goïta est sûr, c'est qu'on n'accède pas au développement sans difficultés. C'est en tout cas, ce qu'il a rappelé au peuple malien ce dimanche, à l'occasion de la célébration de la fête de l'Aïd El-Fitr.

Le chef de l'État malien, Assimi Goïta, a célébré l'Aïd El-Fitr à Koulouba, dans la salle des banquets, ce dimanche 1er mai. A cette occasion, il a présenté ses vœux au peuple malien, aux amis et partenaires du Mali. La prière, conduite par l'imam de la mosquée de Koulouba, Abdrahmane Touré, a réuni autour du Président Goïta, le Premier ministre, le Président

Wagner présent au Mali, en Libye : Sur une "base commerciale" (Lavrov)



La société paramilitaire privée russe Wagner est présente au Mali et en Libye sur une "base commerciale", a affirmé lundi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Dans un entretien avec la télévision italienne Mediaset, M. Lavrov a réitéré la position de Moscou selon laquelle Wagner "n'a rien à voir avec l'Etat russe". Réputée proche du président Vladimir Poutine, la société Wagner est accusée d'employer des mercenaires auteurs d'exactions au Mali, en Libye et en Syrie. Selon lui, Moscou a donné des explications à la France à ce sujet lorsque le gouvernement français est "devenu nerveux car Wagner a signé un accord avec le gouvernement du Mali pour la fourniture de services de sécurité". "Mon cher collègue Jean-Yves Le Drian, de même que (le chef de la diplomatie européenne) Josep Borrell, en septembre 2021, m'ont dit directement que la Russie n'avait rien à faire en Afrique, ni par des moyens étatiques, ni par des moyens privés, car l'Afrique est une zone (d'intérêts) de l'UE et de la France", a affirmé M. Lavrov. "Nous avons également expliqué" qu'en Libye, "cette compagnie militaire privée a été invitée par les autorités à Tobrouk, où se situe le parlement", a-t-il ajouté. "Ils sont présents là sur une base commerciale, de même qu'au Mali", a assuré le chef de la diplomatie russe. Le gouvernement de Bamako, issu d'un coup d'Etat militaire, évoque pour sa part la présence sur son territoire de simples conseillers russes. Entre "10 à 20.000" mercenaires de la société paramilitaire russe Wagner ou combattants syriens et libyens luttent en ce moment aux côtés des forces russes en Ukraine, selon un responsable européen.

Source : AFP

du Conseil National de la Transition, le ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes, les membres du Cabinet présidentiel ainsi que d'autres collaborateurs du Chef de l'Etat et des diplomates accrédités auprès de la République du Mali.

A l'issue de la prière, Assimi Goïta a invité les maliens à « l'union sacrée autour du pays ». Il a rappelé qu'« aucune Nation ne peut se développer sans passer par des périodes difficiles ».

Le Président Goïta a toutefois salué le courage et la détermination du peuple malien face aux sanctions qui ont été imposées à leur pays par la CEDEAO. Il a rassuré que le gouvernement déploiera tous les moyens pour le bien-être des maliens et a souhaité le repos éternel de l'âme des civils et militaires disparus et prompt rétablissement aux blessés de guerre.

Source : beninwebtv



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Association africaine des services d'emploi public -AASEP : Le Mali réélu pour 3 ans

C'est fait le Mali a été réélu pour un deuxième mandat triennal 2022 - 2024 à la tête de l'association africaine des services d'emploi public -AASEP à l'issue de l'élection organisée à Talline en Estonie dans les pays baltes ce mardi 26 avril 2022.

Il occupera aussi durant les trois années à venir la vice présidence de l'association mondiale des services d'emploi public-Amsep à l'image de la France pour la zone Europe, la Corée du Sud pour la zone Asie, les USA pour la zone Amérique et la Tunisie pour la zone Maghreb.

Il faut rappeler que le Mali à travers le Ministère de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la Formation professionnelle rempile pour la 2ème fois grâce au dynamisme de Monsieur le Ministre de Tutelle Mr Bakary Doumbia travers les autorités de la Transition aux premiers chefs desquels le chef de l'Etat son Excellence Colonel Assimi Goita et le Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla Maiga.

Il faut rappeler que le volet opérationnel notamment le secrétariat national de l'association africaine des services d'emploi public est assuré par l'agence nationale pour l'emploi. Mr le Ministre en charge de l'emploi, Mr Bakary Doumbia a instauré dans sa vision le renforcement de l'approche holistique des défis du marché du travail.



C'est dans ce cadre que le DG de l'agence Nationale pour l'emploi ANPE, Monsieur Ibrahim ag Nock a élaboré au nom du programme mandat Mali 2 grands projets notamment :

- Le boulevard africain d'intermédiation : BAI,
- Le centre africain de formation des conseillers emploi dont le siège est prévu à Abidjan.

Ces 2 projets permettront de former les agents des différents services publics d'emploi dans la mise en relation des offres et des demandes d'emploi et le Boulevard assurera une passe-

relle à l'échelle africaine non seulement entre les potentiels employeurs mais aussi entre les demandeurs d'emploi dans leur différente variante.

Il faut rappeler aussi le Mali a été élu par le score de 35 voix.

Un accompagnement est sollicité pour faciliter la mise en œuvre du programme que le Mali vient de défendre en face de 88 pays du monde présents en Estonie ce 26 avril 2022.

En définitive l'assemblée générale de même que le congrès ont abouti aux résultats ci après :

- Le Maroc est réélu à la présidence avec 33 voix pour contre 10 à la Tunisie
- Mali 37 voix Présidence Afrique
- Côte d'Ivoire: 35 voix membre du conseil d'administration,
- RDC : 34 voix membre du conseil d'administration,
- Congo Brazzaville : 35 voix membre du conseil d'administration.

La prochaine session du comité Exécutif de l'association africaine des services d'emploi public est prévue à Ndjamen pour rendre opérationnels les deux grands projets pré cités.

Source ANPE



Lancement du PACAO-MALI : Environ 4 600 emplois directs seront créés

Le ministre du Développement rural, Modibo Keita, a présidé, le jeudi 28 avril 2022, la cérémonie d'ouverture du lancement du Programme d'appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO-MALI).

Faudrait-il rappeler que le Programme d'appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO) est un programme régional couvrant la Mauritanie, et les 15 pays de la CEDEAO.

Sa finalité recherchée est de renforcer les capacités productives des chaînes de valeur des filières ciblées, afin d'accroître leur compétitivité sur les marchés. Les filières cibles sont : la filière Mangue, la filière Viande bétail, filière Karité, filière horticole. Le volet Mali couvre les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, et le District de Bamako. La durée du projet est de 36 mois pour un montant de 5 millions et demi d'euros.

Le PACAO contribuera aussi au renforcement et à la création d'au moins 4.600 emplois directs sur les filières cibles, au renforcement des capacités du ministère de l'Entreprenariat national de l'Emploi et de la Formation professionnelle dans le cadre de l'organisation de la semaine mondiale de l'argent, de l'Assemblée Permanente des chambres d'Agriculture (APCAM), de la Direction Nationale des industries (DNI), de l'Agence de la Promotion des

Exportations (APEX) et du Centre Malien de la Promotion de la Propriété Intellectuelle (CE-MAPI).

Le programme est financé par l'Union Européenne à travers son programme indicatif régional et sera mis en œuvre à travers deux modalités complémentaires, à savoir un contrat d'assistance technique : contrat dit de délégation attribuée à l'expertise France par la délégation de l'Union Européenne.

Dans son discours, le représentant de l'ambassadeur de l'UE au Mali M. Barth Ouvry, s'est réjoui de la tenue de cette activité. A l'en croire, le but du programme est de relier le producteur aux marchés internationaux. « **En aidant les producteurs à mieux répondre aux normes techniques et de qualité, nous allons avoir une meilleure rentabilité et, par conséquent une meilleure compétitivité pour les produits maliens. Et ainsi, on crée des emplois pour stabiliser le pays** » a-t-il précisé.

Pour part, le ministre du Développement rural fera savoir que le lancement de ce projet est l'aboutissement d'un long processus partici-

patif ayant impliqué l'ensemble des acteurs concernés par le développement des chaînes de valeur aux filières ciblées par le programme de compétitivité en Afrique de l'Ouest (PACAO). « **Il vise à renforcer la capacité productive des chaînes de valeur des filières ciblées afin d'accroître leur compétitivité sur les marchés, renforcer le positionnement des produits sur le marché national et international par l'amélioration de la qualité et l'appui aux organes publics et aux opérateurs privés impliqués dans la promotion des chaînes de valeur. Pour le volet renforcement des capacités et des acteurs de terrain des filières retenues, et un Devis programme pour l'appui institutionnel aux services techniques accompagnateurs mis en œuvre par le ministère du Développement rural. Les filières retenues sont les suivantes : filière mangue, filière viande de bétail, filière Karité et de la filière horticole** », a-t-il dit. Et de poursuivre que les autorités de la transition remercient la délégation de l'UE au Mali pour le financement du programme PACAO et son devis programme pour un montant total de 5 millions 500 mille euros soit plus de 3 milliards de francs CFA.

On notait la présence du secrétaire général du département Daniel Siméon Kéléma, le Coordinateur du Projet, Souleymane Bassolé, les partenaires techniques et financiers et les représentants des Interprofessions bénéficiaires du PACAO.

■ Ibrahim Sanogo



Fonds compétitif pour la recherche scientifique et l'innovation technologique : L'innovation comme levier de développement

Les travaux de la 5ème Session ordinaire du Comité de Pilotage du Fonds Compétitif pour la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique (FCRIT), ont été présidés par le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr Amadou Keita.



Le Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT), créé par la Loi N°2011-062 du 25 Novembre 2011, est un compte d'affectation spécial pour financer différents volets de la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique. La mise en place de ce fonds est un geste fort et louable du Gouvernement du Mali pour soutenir le système national de la Recherche (SNR) qui en a tant besoin pour relever les immenses défis de développement qui se posent à notre pays.

Axé sur le financement des projets relevant des domaines prioritaires de développement socioéconomique et culturel du pays, le Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT) vise ainsi à booster la Recherche Scientifique Nationale en la rendant plus compétitive, donc apte à jouer pleinement son rôle de levier de développement du pays. En cela, il est destiné à financer les activités des projets de recherche soumis par les équipes nationales de recherche, les projets de vulgarisation et de valorisation des résultats de la Recherche Scientifique et de l'Inno-

vation Technologique.

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita, il contribue ainsi : au développement de projets financés par des partenariats entre les Universités, les Grandes Ecoles, les Institutions de Recherche et le secteur productif, au renforcement des capacités de la Recherche et des chercheurs et, au financement des entreprises innovantes et des travaux des Inventeurs isolés.

Le ministre Keita fera savoir qu'en dépit du contexte difficile généré par la crise multidimensionnelle, cette 5ème session est surtout marquée par la fin théorique des projets de durée d'au plus trois ans, soit 38% des 47 sélectionnés en 2017 ; puis par le début de la publication des résultats de certains de ces projets (45% de manuscrits soumis pour publication) alors qu'il est envisagé de breveter aussi les résultats de certains projets de recherche. La période écoulée a été aussi marquée par le financement des projets sélectionnés en 2018. « Cette première moisson d'articles soumis pour publication et de

brevets attendus témoigne des efforts louables déployés par les chercheurs pour l'atteinte des objectifs assignés au budget-programme 3.002 dédié au financement de la recherche et de l'innovation dans notre pays », a-t-il révélé.

Au Mali, généralement, lorsque l'on parle de recherche scientifique, l'on pense plus aux sciences techniques et à l'innovation technologique. Depuis quelques années, dans la politique gouvernementale, une attention particulière a été accordée à la recherche scientifique qui a fait des progrès remarquables, même si ses résultats ont du mal à être vulgarisés et utilisés dans les activités industrielles et de production.

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita a souligné que la question se pose beaucoup plus dans le domaine des sciences humaines et sociales. Le nombre très faible des laboratoires de recherche dans ces disciplines et de leur productivité est révélateur de nos difficultés à construire une réflexion, certes ouverte aux idées du monde, mais autonome pour penser notre société et notre État dans un monde où les États ne sont guidés que par leurs intérêts stratégiques. « **La situation actuelle de notre pays nous y oblige, car nous assistons à une campagne médiatique martelée par de pseudo-experts occidentaux considérés comme des grands connaisseurs des sociétés et des États africains** », a-t-il dit.

Il faut préciser que le Comité de pilotage planchera sur la fin théorique des projets de durée d'au plus trois ans, soit 38% des 47 sélectionnés en 2017, puis sur le début de la publication des résultats de certains de ces projets (45% de manuscrits soumis pour publication).

■ Ibrahim Sanogo

Communiqué de l'APPEL-MALI à l'occasion de la Journée Internationale de la Liberté de la Presse



Le Mali, à l'instar des autres pays du monde, célèbre chaque année le 03 mai, consacré « Journée internationale de la liberté de la presse ». C'est l'occasion de rappeler les avancées notables réalisées dans le domaine de la liberté de la presse mais aussi dans la défense d'un journalisme libre, indépendant, fiable et responsable. En effet, la Journée mondiale de la liberté de la presse, a pour but ultime de célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la

presse, d'évaluer cette liberté à travers le monde, de défendre l'indépendance des médias, de rendre hommage aux journalistes ayant perdu la vie dans l'exercice de leur profession et d'informer les citoyens sur l'état des lieux de la liberté de la presse et des journalistes dans le monde.

Elle se veut aussi l'occasion de rappeler aux gouvernements leur obligation de respecter et de faire respecter le droit de liberté d'expression, consacré par l'article 19 de la Déclaration

universelle des droits de l'homme.

Le thème de cette année est "le journalisme sous l'emprise du numérique". Une réalité incontestable dans un monde virtuel où le journaliste n'a plus le monopole de l'information face à des acteurs multiples.

Il est évident que les technologies numériques révolutionnent encore plus le paysage journalistique. Il a permis des échanges d'information sans précédent, favorisant ainsi un journalisme sans frontière.

Le grand défi à relever est d'accentuer le professionnalisme, afin de se démarquer des autres « informateurs » non journalistes. Seuls les journalistes professionnels peuvent édifier l'opinion en faisant la part des choses entre le vrai et le faux. Ils disposent à cet effet de nombreuses techniques dont celles de la vérification des faits (Fact checking).

Notre pays est en proie à une crise dimensionnelle. Il a plus que jamais besoin d'une presse forte avec des journalistes bien formés et libres, capables d'informer, de sensibiliser et de rassembler les citoyens maliens autour de notre bien commun : Le Mali.

A cet égard, la presse numérique joue un rôle de premier plan. C'est la presse de l'instantanéité, la spontanéité et la réactivité. C'est aussi la presse de tous les dangers si elle n'est pas exercée par des professionnels qui ont une réelle maîtrise du contenu de leur publication. Nous en appelons au sens de responsabilité de biens de nos concitoyens qui, parfois de bonne foi, s'adonnent à des pratiques journalistiques qu'ils sont très loin de maîtriser. Leurs agissements entraînent trop souvent des conséquences dommageables pour eux-mêmes et pour notre pays.

Face à cette situation complexe, les pouvoirs publics doivent travailler à l'émergence d'une presse en ligne mieux organisée, plus formée et bien responsable, d'une part. Et d'une presse en général indépendante et en sécurité, d'autre part.

Appel Mali en profite pour alerter le gouvernement sur la nécessité d'une relecture de la loi portant sur la presse au Mali, afin d'y prendre en compte la presse en ligne, qui est aujourd'hui le maillon manquant de la chaîne.

Bamako le 03 Mai 2022

Le Président
Modibo FOFANA



Jihadiste au Mali : Mahmoud Barry reprend du service

C'est un bras droit du chef jihadiste Amadou Koufa qui dirige l'insurrection islamiste dans le centre du Mali. Il fait partie des 200 prisonniers échangés en octobre 2020 contre la libération d'otages dont l'ancien ministre Soumaila Cissé. Assis sur ce qui ressemble à un lit, le buste droit, une Kalachnikov à la main gauche, l'autre posée sur son genou droit, Mahmoud Barry s'exprime en arabe. Celui que ses compagnons surnomment Abou Yahya, son nom de guerre, appelle au djihad et implore la victoire pour les « moudjahidine » dans une vidéo de 29 secondes, diffusée fin avril dernier par un compte twitter spécialisé dans la crise sécuritaire au Sahel.

Pas méconnu au sein de la galaxie jihadiste sahélienne, cet homme n'avait pas donné signe de vie depuis 2016 quand il s'était fait arrêter dans la forêt du Wagadou. Soupçonné d'avoir activement participé à l'attaque du 19 juillet 2016 contre l'armée malienne à Nampala, il avait alors été conduit à Bamako, la capitale, puis jeté dans une geôle de la Sécurité d'Etat. Son interpellation par des forces spéciales de la Sécurité d'Etat avait été présentée comme une grande victoire de l'armée malienne dans la traque contre les cadres du djihad au Mali. Durant quatre ans, plus personne n'entendra parler de lui. Mais en octobre 2020, les militaires qui dirigent le Mali depuis le renversement du président Ibrahim Boubacar Keita dit IBK le 18 août précédent, le libèrent dans le cadre d'une transaction avec le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) visant à obtenir la libération d'un certain nombre d'otages. Parmi eux, l'ancien ministre et homme politique Soumaila Cissé qui avait été capturé six mois plus

tôt dans sa région d'origine de Niafunké, près de Tombouctou, alors qu'il était en pleine campagne électorale pour les législatives et qui décèdera peu après sa libération du Covid19. Il y avait aussi l'humanitaire française, Sophie Pétronin, qui vivait depuis plusieurs années à Gao, dans le nord du pays, et qui contre l'avis du gouvernement français, est pourtant retournée de manière irrégulière au Mali où elle vivrait désormais à Bamako. Ont été également libérés dans la même opération, les citoyens italiens, Nicolas Chiacchio et le prêtre Pier Luigi Maccali. Ils auraient été relâchés contre le paiement d'une rançon de plusieurs millions d'euros versés par le Vatican, selon les confidences recueillies à l'époque par APA news auprès d'un influent homme politique du Nord du Mali, ce que le Saint-Siège n'a jusqu'ici jamais démenti.. Dans le cadre de cette transaction avec Bamako, le GSIM qui est la branche sahélienne d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), avait exigé la libération de plus de deux cents personnes arrêtées

pour activités terroristes ou soupçons de collusion avec les islamistes radicaux. Sur la liste remise aux autorités maliennes, Mahmoud Barry figurait à la cent quatre-vingt quatorzième position. Né à Koro, dans la région de Mopti, au centre du Mali, ce peul aujourd'hui âgé d'une quarantaine d'années a rejoint le djihad après un passage à Bamako comme Imam. Le 16 mai 2016, le monde le découvrit à travers les premières images de la branche jihadiste active dans la région de Mopti d'Ansar Dine, groupe central du GSIM fondé et dirigé par l'ancien leader rebelle touareg Iyad Ag Ghaly. Les djihadistes y exhibent le butin de l'attaque de Nara, près de la frontière mauritanienne, du 27 mai 2015. Selon les services de sécurité maliens, Mahmoud Barry serait le meneur de cette opération, sous l'impulsion d'Amadou Kouffa, l'émir peul de la Katiba du Macina, nom de la filiale locale d'Ansar Dine. A travers cette nouvelle vidéo non datée mais qui pourrait avoir été tournée durant le mois de jeûne musulman du Ramadan qui vient tout juste de s'achever, selon une source sécuritaire, Mahmoud Barry voudrait sans doute signifier qu'il n'a pas renoncé à ses convictions, lui qui aurait été d'ailleurs promu membre du Conseil de la Choura du GSIM. Une assemblée très sélective à laquelle ne sont cooptés que les plus aguerris du point de vue idéologique. Le leader jihadistes a-t-il voulu aussi narguer l'armée malienne après ses opérations menées fin mars et où plus de 300 civils auraient été tués selon plusieurs organisations de défense des droits humains? Sa nouvelle vidéo est, en effet, rendue publique deux jours seulement après ce qui semble être une première réponse à ces opérations militaires: la triple attaque jihadiste ciblant des camps de l'armée malienne, à Sévaré, à Bapho et Niono. Ces audacieuses offensives simultanées exécutées avec d'énormes moyens humains et militaires étaient sans doute destinées à faire une véritable boucherie au sein des forces armées maliennes. Selon un bilan rendu public par l'Etat-major des Armées à Bamako, le bilan de ces opérations serait de seulement six militaires tués contre onze parmi les assaillants. Inaugurent-elles une nouvelle étape dans l'insurrection jihadiste au Sahel ? L'hypothèse est probable.

Source : APA

Retour sur les récentes attaques jihadistes : Les précisions de la DIRPA

La Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) a organisé une conférence de presse, le lundi 25 avril 2022, dans ses locaux. Objectif : réfuter les allégations diffusées contre les FAMA concernant le charnier de Gossi, et donner des précisions sur les trois attaques kamikazes qui ont visé les camps de Niono, Sevaré et Bapho.

Aux côtés du chef de la DIRPA, le Colonel Souleymane Dembélé, il y avait la Directrice adjointe, le Lieutenant-colonel Mariam Sagara, et les sous-directeurs. Egalement présent : le responsable de la Communication du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, Boubacar Diallo.

Pour informer l'opinion nationale et internationale sur les différentes missions des FAMA dans les opérations, le Directeur de la DIRPA, le Colonel Souleymane Dembélé, s'est adressé à la presse pour édifier les citoyens maliens sur les événements récents qui ont endeuillé le pays, notamment les FAMA dans l'exercice de leur mission. Le Colonel Souleymane Dembélé a tenu à répondre à toutes les questions se rapportant à la mission

opérationnelle, à celle de la défense de la patrie et aux perspectives des FAMA. S'agissant de Gossi, vidéo à l'appui, le mardi 19 avril 2022, le Colonel directeur de la DIRPA a expliqué dans son discours que l'Armée française a rétrocédé aux FAMA l'emprise de Gossi qui était occupée par la Force Barkhane depuis 2019. « Cette rétrocession intervient suite à l'annonce faite par le président français du retrait de cette force du territoire malien », a

avancé le premier responsable de la DIRPA et affirmé que l'Armée malienne monte en puissance dans la dynamique des coopérations d'Etat à Etat entre les autorités russes et celles du Mali.

Tout en soulignant la présence sur place d'une équipe de nos forces armées et de sécurité, le Colonel Dembélé dira que le 20 avril 2022, un renfort a pu rejoindre l'emprise de Gossi. « Quand les FAMA ont occupé la base, des informations effrayantes d'une vidéo sont apparues sur les réseaux sociaux. La partie française l'utilise comme la preuve de la préparation d'une attaque informationnelle contre Barkhane. Cette déclaration a suivi la découverte d'un charnier par les FAMA. Il faut dire que les informations remontées par la population paraissent déjà de cette découverte lorsque les autorités maliennes se sont rendues sur place », précise le Directeur de la DIRPA qui renchérit que le 21 avril 2022, des tirs d'obus ont visé le camp, dont une patrouille est sortie pour la reconnaissance afin de reconnaître le ou les pas de tirs d'obus. « C'est au cours de cette reconnaissance que ladite patrouille a essuyé également des tirs d'obus visant le camp. L'un des tirs a atteint avec précision le camion FAMA qui a été complètement endommagé »,





a-t-il ajouté.

A en croire le Directeur de la DIRPA, c'est la même patrouille, au cours de sa mission, qui a fait la découverte du charnier à cause de la forte présence d'une odeur de cadavres. Le 22 avril 2022, une mission des FAMA, conduite par le commandant du secteur, le Colonel Issa Bagayoko, et comprenant un conseiller juridique gendarme, a constaté de visu l'information qui était sur les réseaux sociaux. Selon le Directeur de la DIRPA, l'armée française a accusé des mercenaires russes de la mise en scène, et à titre de confirmation, a transmis aux médias une vidéo prise entre les 19 et 21 avril 2022 avec un drone.

En ce qui concerne les attaques complexes et simultanées du dimanche, il faut reconnaître que les FAMA ont fait preuve de grande réactivité, de professionnalisme mais aussi de bravoure. « Les dégâts allaient être encore plus grands, n'eût été la vigilance des hommes en faction. Tous ont réagi positivement, sauf que certains y ont laissé la vie », a soupiré le Directeur de la DIRPA.

Selon lui, ces attaques ont été perpétrées entre 5h en 5mns d'intervalles entre les 3 emprises militaires de Niono, Sevaré, et de Bapho. « Les groupes armés terroristes, dans des actions désespérées, ont utilisé des véhicules kamikazes bourrés d'explosifs en vue d'attaquer ces emprises. La vigilance et la réactivité des hommes ont permis de circonscrire les dégâts et de mettre en déroute les plans sinistres que les terroristes comptaient mener. Ce

qui dénote une fois de plus le professionnalisme des FAMA. Les groupes armés terroristes, malgré les attritions subies ces derniers mois, tenteront toujours de se réorganiser et de porter en réplique des coups durs aux FAMA », a-t-il indiqué. Et de tirer le bilan des attaques qui fait état de 6 morts et 15 blessés au camp de Sevaré, côté ennemi : 11 morts dont 2 kamikazes, 2 AK 47, 4 téléphones portables, 4 talkies-walkies et beaucoup de matériels militaires récupérés.

Camp de Bapho, côté FAMA, un blessé et un hélicoptère endommagé ; et le camp de Niono, côté FAMA : 4 blessés et 2 véhicules endommagés. « Ces actions désespérées des groupes armés n'entameront en rien la détermination des FAMA à poursuivre leurs opérations de sécurisation des personnes et des biens ainsi que le retour de la paix et de la

quiétude sur l'ensemble du territoire », a-t-il poursuivi.

L'Etat-major Général des Armées salue le courage et la bravoure des soldats qui, de par leur vigilance, ont contribué à minimiser les dégâts et à bouter les assaillants. Par la même occasion, il présente ses condoléances les plus attristées aux familles et frères d'armes des soldats tombés et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Le conseiller en communication du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, Boubacar Diallo, a appelé la population à plus d'engagement et de communication afin d'aider son Armée à prendre le dessus sur le terrorisme et à le bouter hors du Mali.

Sarr / Source : Les Échos- Mali





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Passage du Premier ministre devant le CNT : Réactions de conseillers nationaux

Le PM Choguel Kokalla Maïga s'est présenté devant le Conseil National de Transition, le vendredi 22 avril, pour défendre le bilan de son Plan d'Actions du Gouvernement (PAG), au CICB. Cet exercice d'interpellation s'est déroulé sous forme de questions d'actualité. L'audition du chef du gouvernement a porté sur l'état d'avancement du processus de Transition, les conclusions des ANR, le chronogramme électoral devant aboutir à un retour rapide à l'ordre constitutionnel et les échanges avec la CEDEAO. A l'issue de cet exercice, certains membres du CNT nous ont confié leurs impressions.

Mohamed AG Ousmane Mahamadou

Je pense que cet exercice s'est très bien passé dans l'ensemble. Les difficultés sont bien partagées. Des engagements ont été pris et des jalons sont posés pour que, pendant les 24 mois à venir, nous puissions tous avancer sur des indications que les Maliens attendent. Le débat s'est déroulé dans la mutuelle convivialité. C'était vraiment un débat démocratique qui a porté sur des thèmes appropriés. Cela montre la maturité des responsables et des Institutions de la Transition. Ça été un succès pour le Mali. Pour moi, il s'agit de corriger les points faibles et souligner les priorités. Il faut aussi avancer sur d'autres secteurs, au-delà

de la sécurité, notamment les questions de l'autosuffisance alimentaire, de l'énergie et aussi les questions de santé et d'éducation. Aussi, il nous faut aller vers une nouvelle Constitution que les Maliens attendent. Selon nous, ces aspects sont les priorités des priorités de nos préoccupations et des traces tangibles pour notre développement sociopolitique et économique.

Amadou Diarra, 3ème Secrétaire parlementaire

On peut dire que ça a été une bonne chose. C'est un exercice de contrôle de mandat. Nous sommes dans notre rôle en tant que Parlement

d'interpeller le PM pour des questions d'actualité afin de donner l'information au peuple. Comme vous pouvez le constater, certains ont donné le meilleur d'eux-mêmes afin que le peuple soit édifié sur les questions qui le préoccupent en ce moment. On peut dire que cet exercice a été très intéressant et très bénéfique. Je considère que le bilan est acceptable parce que vu l'état actuel du pays, on ne peut pas prétendre avoir mieux dans cette situation d'embargo. On va encourager le PM et lui prêter main-forte afin qu'il ait plus de solutions.

Dr Amadou Maïga, 1er Secrétaire parlementaire

Je ne suis pas satisfait car il y a eu des questions qui n'ont pas eu des éléments de réponse. Toutefois, l'exercice était utile. Il fallait orienter le gouvernement vers un chemin au souhait du peuple malien. Nous allons aussi tirer les conséquences de tout ce qui a été dit. Ainsi, ce gouvernement a besoin d'être accompagné. Nous avons pris bonne note. Nous allons débattre entre nous sur cet exercice, afin d'appuyer le gouvernement. Très bientôt, c'est ce que le PM a évoqué, il y a une délégation de la CEDEAO qui doit venir à Bamako pour harmoniser les négociations. Un chronogramme est en cours afin d'édifier la population pour une transition de 24 mois. La sortie





de la CEDEAO n'est pas à l'ordre du jour, a lui-même dit le Dr Choguel. Nous allons travailler à harmoniser nos positions dans l'accomplissement de ces tâches. Je suis très content et je demande au peuple d'être indulgent. Nous avons une méthodologie à suivre... nous demandons à la population d'aider ce gouvernement pour qu'on sorte dans cette impasse.

Bouyé Cissé, membre de la Commission des Maliens de l'Extérieur

Pour ma part, les propos tenus par le PM ont été très mitigés. Ce qui veut dire qu'il n'a pas répondu à certaines questions. Il m'a laissé à sur ma faim. En tout cas, pour moi, il n'a répondu à aucune de mes questions, notamment sur la nouvelle carte biométrique, les logements sociaux dont un quota est réservé aux Maliens de l'Extérieur. C'est plutôt les Maliens de l'intérieur qui ont plus bénéficié au détriment de ceux de la diaspora. Je dirais que mon attente serait que le PM soit un rassembleur. Je lui demande de sortir de son jeu de politique politicienne alors qu'on a d'autres préoccupations urgentes à gérer. Aujourd'hui, on a l'Armée malienne qui monte en puissance. Il faut qu'on fasse ce genre de travail dans d'autres secteurs. Je pense que le Dr Choguel a les instruments nécessaires pour réunir tous les Maliens autour d'un Mali Kura.

Souleymane Dembélé, membre de la

Commission Politique et institutionnelle

C'est notre rôle régalien de sauvegarder le contrôle de l'action publique. En tant que Parlement, nous étions obligés de faire appel au chef du gouvernement pour l'interroger sur les questions d'intérêt national et sur les 4 axes que lui-même a proposés. Dit-on, « Le linge sale se lave en famille ». On était dans l'obligation de formuler des recommandations là où ça ne va pas, notamment sur les réformes politiques et sur l'organisation des élections générales. Force est de reconnaître que l'Organe unique reste un rang pauvre de cette activité. De même, le cadre d'échanges avec les partis politiques, qui avait commencé avec le gouvernement précédent, est tombé dans les oubliettes. C'est à nous de formuler des recommandations au PM pour qu'il se relance plus rapidement. On ne va laisser aucun acteur politique pour ce travail seul. On lui a dit de sortir les recommandations et de mettre en application les ANR qui se trouvent dans le tiroir. Aussi, on a évoqué la bonne gouvernance, la Justice aussi qui traîne avec certains dossiers brûlants alors qu'on a voté des lois pour accélérer ces dits dossiers. Il s'agit pour nous de faire face aux affaires foncières et aux emplois des jeunes ainsi que les lois 052. De toute façon, on est resté sur notre faim et on a recommandé au PM d'aller vite. Il faut reconnaître que ce gouvernement, après 8 mois, n'a pas apporté grand-chose pour améliorer la

gouvernance et vaincre la corruption. Nous ne cesserons jamais de l'interpeller pour lui donner des orientations précises.

Aminata Sangaré, membre de la Commission de la Loi constitutionnelle, de la Justice, de la Législation et gestion de la République

Par rapport aux questions réponses, j'ai été plus ou moins satisfaite, mais cela n'empêche pas de dire qu'il y a beaucoup d'attentes ressorties dans les débats par mes homologues. Selon moi, les actions du gouvernement ne sont pas menées à bout. Le PM a souligné le soutien à la loi 052, et je lui en remercie. S'agissant de la cherté de la vie, le gouvernement a fourni beaucoup d'efforts. Mais, il faut noter que nous sommes dans un moment d'impasse. Nous sommes dans la phase de refondation de l'État qui est, à mes yeux, le changement de comportement qu'on doit intégrer dans notre parcours quotidien. Je trouve son bilan mitigé et je lui demande d'accélérer le train.

Aboubacar Sidiki Fomba, membre de la Commission Santé

L'agressivité diplomatique a permis de décanter la situation pour permettre à nos militaires d'agir. Considérant que la triade de l'indépendance est liée à l'armée, à la culture et à la souveraineté économique, il va de soi qu'on aille vers ces points rapidement. Beaucoup d'actions ont été posées, je pense qu'à la lumière de cela, le gouvernement a donné au peuple la fierté malienne. Nous avons notre dignité. Pendant les 30 dernières années, les Maliens n'étaient même pas respectés à l'extérieur. A mon avis, le gouvernement doit se mettre dans l'anticipation afin de créer notre monnaie pour contourner les sanctions imposées sur nous. Il nous faut un plan Marshall de développement économique qui a manqué mais qui peut venir. Ce qui est essentiel, c'est de se concentrer sur l'honneur et la dignité du pays. Donc, cet exercice a été important car les gens ont compris que le PM a des difficultés par rapport au développement économique. Cela est indéniable et les questions ont été abordées dans ce sens pour tirer les leçons.

M. Sangaré

Source : Les Échos- Mali

Présidentielle : Boubou Cissé, ce candidat fantôme !

■ Rien n'est encore officiel, mais depuis des mois, des rumeurs circulent sur une possible candidature de l'ancien Premier ministre, Dr Boubou Cissé qui, depuis son départ forcé de la Primature et de l'Hôtel des Finances, est resté discret tout en veillant sur son image. Loin du citoyen lambda, Boubou semble être proche de certains leaders politiques et même partager malgré lui-même les idéaux ou les visions de certains partis. Capter les radars, attirer les feux d'artifices et allumer les contre-feux. Voilà ce par quoi Dr Boubou Cissé s'illustre depuis qu'il s'est retranché après l'annonce de l'affaire dite projet de déstabilisation de la Transition. « Je suis devenu une menace politique malgré moi-même », telle est la phrase choc lâchée par le PM controversé et qui avait vite fait le tour des réseaux sociaux et animé les médias nationaux et internationaux.

Donc pour l'heure, ce sont les médias qui font toute la communication politique à sa place. Quant à lui, il continue d'observer la scène

avec beaucoup de réserve. Ainsi, il devient physiquement presque invisible, mais son ombre est présente partout et perturbe même certains leaders politiques.

Récemment, il a fait la "Une" des journaux pour sa possible candidature à l'élection présidentielle de 2022 sous les couleurs de trois grands partis politiques, à savoir l'URD, l'ADEMA-PASJ et le RPM. Si la rumeur était beaucoup plus légère pour les deux derniers partis, elle était plus sérieuse avec le parti de l'ancien chef de file de l'opposition (URD).

Les premiers responsables dudit parti (URD) ont été obligés tant bien que mal de clarifier les choses à travers Ibrahim Ikassa Maïga, membre du Bureau exécutif national. Ainsi, ce dernier a tenu à préciser le lundi 26 avril 2021 : « Il y a trop de fausses rumeurs sur l'URD. Depuis quelques jours, et de façon insistante depuis le week-end dernier, je suis interpellé par des militants et sympathisants et autres citoyens maliens, à l'intérieur comme de la Diaspora, sur une candidature supposée de

l'ancien PM Boubou Cissé à la prochaine présidentielle sous les couleurs de l'URD, dit-on. Non, c'est simplement une information fautive, puisqu'une telle question n'a jamais été évoquée par qui que ce soit, n'était pas à l'ordre du jour, et a fortiori être discutée lors des deux jours de travaux de notre Bureau Exécutif National (BEN/URD) tenus ce week-end au CRES à Badalabougou sur la vie de notre Parti et sur ses visions et objectifs stratégiques pour les périodes à venir.»

Qu'elle contienne une part de vérité ou pas, cette rumeur a suffisamment fait le buzz. Elle a non seulement provoqué une vraie interrogation ou même une panique au sein de l'URD, mais surtout a servi une belle communication à Boubou Cissé. Une chose est sûre, l'ancien PM, bien que dissimulé, reste toujours présent dans l'arène politique malienne. Reste à savoir pendant combien de jours ou combien de mois, il compte continuer de se taire. Mais, s'il a réellement des ambitions pour Koulouba, la meilleure manière serait de les dévoiler tôt. Sinon pour l'heure, il reste un candidat fantôme aux yeux des observateurs politiques.

Amadou Kodio
Source : Ziré"



Mali, Guinée et Burkina Faso : L'immobilisme coupable de la CEDEAO

Empêtrée dans sa logique de punition des membres et de servilité à la France, la CEDEAO ne semble avoir ni une stratégie claire pour la gestion des crises au Sahel, ni un but pertinent au regard de sa mission. Depuis ses décisions illégales et impopulaires du 09 janvier contre le Mali, l'organisation est paralysée dans ses efforts de résolution des crises politiques dans la région. Le coup d'Etat du 24 janvier au Burkina Faso est venu confirmer l'inefficacité d'une organisation totalement déconnectée des peuples et pays qu'elle est sensée servir. En choisissant de concentrer ses efforts sur les coups d'Etat et non les causes de l'instabilité politique que sont la mauvaise gouvernance et l'insécurité qui sévissent dans nos pays, la CEDEAO a fait le choix de la facilité avec certainement en arrière-plan de sordides motivations de protection des Chefs d'Etat et des intérêts français au détriment des populations déjà meurtries. Ayant perdu sa crédibilité depuis la décision d'imposer un embargo brutal contre le Mali, l'organisation se complaît dans une logique autoritaire avec la prétention d'imposer aux pays concernés des échéances à la fois irréa-

listes et insensible au contexte. Dépourvue de toute initiative pour avancer sur le dossier des Transition la CEDEAO continue d'ignorer la crise sécuritaire qu'elle entend sous-traiter avec travers la France. Il s'est dès lors installé entre les trois Gouvernements de Transition et la CEDEAO une méfiance grandissante et un climat de collaboration tendu poussant chaque pays à poursuivre son programme en ignorant les élucubrations d'un Sommet de Chefs d'Etat peu enclin à écouter les africains.

Le Burkina Faso a fixé sa Transition pour 36 mois tandis que celle de la Guinée pourrait aller jusqu'à 39 mois. Les propos des Ministres porte-parole des Gouvernements Guinéen et Burkinabè sont sans équivoque quant à leurs priorités et leur volonté de ne pas se laisser distraire. Le Mali vient d'annoncer sa ferme décision d'avancer avec son calendrier de 24 mois plaçant l'organisation régionale en face de ses contradictions. Fort d'une décision de justice de la Cour de Justice de l'UEMOA, le Mali n'entend faire aucune concession à une organisation qui viole ses propres textes et se détourne de sa mission.

En s'arc-boutant aveuglement à une date

l'élection de moins de deux ans dans les 3 pays la CEDEAO fait preuve d'un mépris total de leurs réalité et priorités. Elle continue de faire la promotion du déploiement de l'armée française dans la région sans faire aucun cas de son échec au Mali. Prise à la gorge dans la nasse de ses incohérences, Elle traite les situations au cas par cas sans aucune volonté de tirer les leçons de sa désastreuse démarche punitive au Mali. Ne pouvant ni lever les sanctions pourtant illégales contre le Mali, la CEDEAO sait paradoxalement qu'elle ni la capacité de maintenir ces sanctions et encore moins de les étendre aux deux autres pays qui la défient.

La seule issue pour la CEDEAO c'est de s'affranchir des injonctions de Paris et de revenir aux méthodes éprouvées de dialogue et de soutien sincère et inconditionnel aux Etats membres en difficulté. Les puissances européennes qui l'encouragent dans l'impasse d'une attitude punitive n'ont jamais isolé un membre de l'UE en difficulté et ont au contraire été capables de se mobiliser pour soutenir leurs voisins dans les moments de péril. L'immobilisme ou le refus de voir la réalité en face sont préjudiciables à la cohésion de l'organisation. Le CEDEAO doit avoir le courage politique de se donner une stratégie plus alignée aux priorités des africains et adopter une démarche plus constructive.

Source : Energiesdafrique Nassemanaye Le-changementsimpose



Dix derniers jours du mois de Ramadan : A la sainte quête de la Nuit du Destin

Pendant les dix derniers jours du mois de Ramadan, les musulmans multiplient les prières et les invocations afin de bénéficier de la miséricorde d'Allah. Oustaz Seydou Djongo, islamologue et prêcheur, nous en dit plus sur la Nuit du Destin et dont la quête est un acte de piété aux innombrables bénéfices.



Démarré le samedi 02 avril 2022 au Mali, le jeûne du mois de Ramadan est l'un des cinq piliers de l'islam. Il consiste en une abstinence totale de nourriture, de boissons et de plaisirs sexuels dès l'apparition de l'aube jusqu'au coucher du soleil. Il est recommandé de l'accomplir en toute conscience. Après vingt jours de jeûne, les dix derniers jours du Ramadan sont des moments où le musulman doit multiplier les prières et les invocations, lire plus encore le Saint Coran et méditer sur le sens des versets. Des retraites spirituelles sont alors organisées durant ces dix derniers jours afin de chercher « la Nuit du Destin », une nuit de récompense équivalant à plus de 1000 mois d'adoration. Il est recommandé aux musulmans de faire beaucoup d'efforts dans la recherche de cette nuit noble et bénie, afin de bénéficier de la miséricorde d'Allah ! Tout musulman est appelé à rechercher ses bienfaits et ses bénédictions en accomplissant les prières obligatoires à l'heure et à la manière dont les accomplissait le Prophète (PSAL). Ceci, en faisant beaucoup de prières nocturnes, en s'acquittant de la zakat, en donnant beaucoup d'aumônes, en préservant son jeûne, en obéissant scrupuleusement à Allah, en s'écartant de ce qu'il a interdit, en regrettant et en se repentant des péchés et des erreurs, en faisant beaucoup de "zikr" et en lisant beaucoup le Coran. Il est également de-

mandé au musulman de faire beaucoup d'invocations durant les dix dernières nuits car toutes les invocations sont exaucées durant la Nuit du Destin.

Selon Oustaz Djongo, pendant le mois de Ramadan, il est recommandé de multiplier les prières, les bonnes actions et de donner une grande importance à la lecture du Coran. « La nuit du vendredi 21 avril, a commencé la première nuit des dix derniers jours, et c'est l'occasion pour nous de redoubler d'efforts dans nos actes d'adoration à la recherche de la Nuit du Destin (« Laylat al qadr ») », recommande-t-il.

En effet, il explique que c'est le fait de ne pas connaître la date exacte de la Nuit du Destin qui rend ces dix jours si importants. « Nous ne savons pas quand aura lieu cette nuit. En effet, la plupart des gens pensent que c'est la nuit du 27, mais il faut savoir que rien n'est sûr. Ce que l'on sait, c'est qu'elle se trouve dans les dix derniers jours du mois béni de Ramadan, et plus précisément dans les nuits impaires », fait savoir le prêcheur.

Ainsi, il a indiqué que chaque musulman doit multiplier les prières surrogatoires la nuit, lire beaucoup le Coran, faire beaucoup d'invocations afin d'exprimer la gloire d'Allah pendant cette nuit bénie et afin de voir ses demandes exaucées par Sa Permission. « Il est également fortement recommandé de faire

beaucoup d'invocations. Celle à privilégier est ainsi (rapportée authentiquement) : « ô Allah, Tu es certes Celui qui pardonne et efface les péchés et les fautes. Tu aimes le pardon, alors pardonne-moi », souligne-t-il.

En termes de récompense, notre interlocuteur précise que cette Nuit « est meilleure que mille mois ». « Durant celle-ci, beaucoup d'anges descendent en apportant avec eux la miséricorde d'Allah le très Haut à tout croyant sincère qui consacre cette Nuit en prière et en invocations. Il a été rapporté authentiquement que le Prophète, paix et bénédiction d'Allah sur lui, a dit : Celui qui célèbre la nuit du destin avec foi et en espérant la récompense d'Allah, se verra pardonner ses péchés passés », ajoute-t-il.

« Profitons donc de ces jours-ci précieux pour espérer leur grande récompense. Laissons de côté la télévision et toutes les futilités de notre vie quotidienne parce qu'elles ne nous sont d'aucune utilité pour l'au-delà. N'oublions pas que la vie est courte et que nous ne savons pas si nous serons encore là le prochain ramadan. Alors vivons-le pleinement comme si c'était le dernier », conseille-t-il en guise de conclusion.

Maffenin Diarra
Source: Les Échos- Mali

ONU : Les enjeux de la tournée africaine du Secrétaire Général António Guterres



Après le Sénégal ce dimanche 1er mai, où il s'est entretenu avec le président Macky Sall, par ailleurs président en exercice de l'Union Africaine, le Secrétaire Général des Nations-Unies, António Guterres, s'est rendu au Niger ce mardi, avant le Nigeria, dernière étape de sa tournée africaine. Au cours des rencontres avec les autorités de chacun de ces pays, Antonio Guterres devrait aborder non seulement la question des transitions au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, mais aussi les crises sécuritaire, alimentaire, énergétique, financière ou encore climatique. Seidik Abba, écrivain et consultant international, décrypte pour nous les enjeux de cette tournée.

TV5MONDE : Le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, a entamé une tournée africaine qui a commencé par le Sénégal, et se poursuit avec le Niger, avant de se terminer par le Nigeria dans quelques jours. Au cours des échanges avec le président sénégalais Macky Sall, par ailleurs président en exercice de l'Union Africaine, il a notamment été question de la recrudescence des coups d'État dans la région. Quelle pourrait être l'influence de l'ONU sur les transitions en cours au Mali, en Guinée et au Burkina Faso ?

Seidik Abba, écrivain, journaliste et consultant : L'ONU s'intéresse à cette question parce que pour l'instant, la CEDEAO et l'Union Africaine n'ont pas pu influencer l'évolution de ces transitions. On sait que, à la suite des différents coups d'Etat, l'habitude a été d'exiger qu'il y ait des transitions civiles, ou militaro-civiles, avec un président civil et un vice-président militaire. Mais depuis quelques temps, du fait de l'impuissance de la CEDEAO et de l'Union Africaine, on assiste à des transitions militaires.

Au Mali, la première transition, qui a suivi le renversement de feu le président Ibrahim Bou-bacar Keïta, en août 2020, le coup d'Etat dans le coup d'Etat du 21 août 2021, a conduit à une transition purement militaire. On est aujourd'hui dans le même schéma en Guinée et au Burkina Faso. Et ça traduit l'impuissance des organisations sous-régionales à exiger des transitions civiles. Et le fait que l'ONU s'y implique, avec tout son poids, et les risques de sanctions au Conseil de Sécurité, cela peut

aider à obtenir des transitions civiles et un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Il est important de souligner que la préoccupation de l'ONU concerne l'Afrique de l'Ouest où il y a déjà une crise sécuritaire.

Si une instabilité politique s'y ajoute, cela crée les conditions d'une déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest, et donc d'une grande partie du continent.

On sait déjà qu'à côté de la série de putschs, il y a une instabilité sécuritaire qui menace de s'étendre à toute l'Afrique de l'Ouest. Après le Sahel, la menace terroriste est aujourd'hui aux portes du Golfe de Guinée. Un pays comme le Bénin a déjà été frappé quatre fois par les terroristes, idem pour la Côte d'Ivoire. Le Togo a annoncé avoir repoussé deux attaques terroristes. Il y a donc une situation qui rend légitimes les inquiétudes du Secrétaire Général des Nations Unies concernant cette partie du continent, où les crises politique, sécuritaire et alimentaire s'additionnent.

TV5MONDE : Antonio Guterres a rappelé l'attachement de l'ONU aux opérations de maintien de la paix, mais aussi de lutte contre le terrorisme. La MINUSMA,

La Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali, a été créée en 2013. A ce jour, son bilan reste très mitigé. Peut-on parler d'inefficacité des forces onusiennes dans la lutte contre le terrorisme au Mali ?

Seidik Abba : Absolument ! La nature du mandat de la MINUSMA n'est pas adaptée. Les missions classiques de maintien de la paix ne sont pas adaptées à la situation en Afrique de l'Ouest, notamment à la situation du Sahel. Le moment où les forces des Nations unies sont chargées d'accompagner les processus de retour à la paix, ce contexte n'est plus adapté aujourd'hui. La nature du mandat a changé. Aujourd'hui, le mandat onusien n'est plus adapté à la situation du Sahel. Au Sahel, il ne s'agit pas de maintenir la paix ou de la rétablir. Il s'agit de lutter contre le terrorisme. Et malheureusement, les missions classiques des Nations Unies, telles qu'elles ont été conçues par le passé, et telles qu'on continue de les appliquer, ne sont pas adaptées à ce type de situation.

On ne peut pas dire qu'il faut attendre d'être attaqué pour se défendre : non. Ici, il s'agit de monter des opérations anti-terroristes. Vous savez, dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies, on privilégie le risque zéro, on ne veut pas exposer la vie des soldats, et souvent ces derniers dépendent davantage des forces de leurs pays que des commandants onusiens. Toutes ces incohérences des missions des Nations Unies font qu'elles ne sont pas efficaces dans le contexte du Sahel. Lorsqu'on dit aux gens qu'il y a plus de dix mille soldats de maintien de la paix au Mali, les gens s'en étonnent. Car ils ne voient pas les efforts qu'ils font pour protéger les populations. Ils ne voient pas leur efficacité.

J'ose espérer qu'à partir du discours que le Secrétaire Général a tenu pendant cette tournée, il va obtenir du Conseil de Sécurité une évolution du mandat de la MINUSMA, une évolution aussi des forces des Nations Unies pour qu'elles soient plus efficaces. On parle du Sahel, mais on pourrait dire autant pour le Congo Kinshasa, où la mission des Nations Unies n'a pas l'efficacité qu'il faut. Ces missions sont trop coûteuses. Il faut peut-être les repenser ou transférer l'argent qu'on investit dans ces missions à d'autres types de forces. Je suis sûr qu'aujourd'hui, si les pays du G5

Sahel recevaient autant d'argent que les missions des Nations Unies, ils seraient plus efficaces, parce qu'ils prendraient le risque d'exposer la vie de leurs soldats. Ils obtiendraient des résultats, à la place de la situation actuelle où on se retrouve avec un mandat inadéquat, des pays qui se soucient de la survie de leurs contingents, et tout ça fait que la mission des Nations Unies n'est pas populaire au Sahel. Elle est autant décriée que la présence internationale bilatérale, qui est faite par Barkhane ou par les pays européens dans le cadre de la force Takuba.

TV5MONDE : En plus du Sahel, António Guterres devrait sans doute évoquer les questions liées à Boko Haram dans la zone du bassin du lac Tchad. Pourquoi les forces onusiennes ne sont-elles pas en soutien de la force multinationale qui combat Boko Haram dans le bassin du lac Tchad ?

Seidik Abba : Pour l'instant, les pays du bassin du lac Tchad ont estimé qu'ils peuvent faire face à cette situation, et que l'intervention des forces onusiennes n'est peut-être pas une bonne chose. Par ailleurs, ces pays pensent sans doute que le soutien onusien ne présente pas suffisamment de valeur ajoutée. Dans le cadre de la Force mixte multinationale qui combat Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, et qui est composée du Niger, du Nigeria, du Cameroun, du Tchad, et du Bénin, qui n'est pas membre du bassin du lac Tchad, mais qui, par solidarité, a envoyé une unité non-combattante, on voit qu'ils obtiennent quand même quelques résultats. Je ne suis pas sûr que si on envoyait une force des Nations Unies, elle apporterait la même valeur ajoutée.

Le soutien politique des Nations Unies peut donc être nécessaire. Le fait que le Secrétaire Général des Nations Unies vienne au Niger, puis au Nigeria, et peut-être dans le nord-ouest du pays, à Maiduguri, fait qu'en termes d'accompagnement des populations, en termes de stratégies de stabilisation, cela aura sans doute des effets positifs. On sait que le PNUD est engagé dans l'accompagnement des populations pour qu'elles retournent chez elles ; et le fait que les populations retournent chez elles, même si la situation s'est améliorée, a besoin d'un préalable, notamment la reconstruction des infrastructures, la reconstruction des maisons de ces populations déplacées.

Mais le PNUD a des programmes de stabilisation au Niger, au Nigeria et au Tchad. Tout ça fait que le passage du Secrétaire Général des Nations Unies dans cette région, va être l'occasion pour les pays et leurs présidents, de faire le point sur la situation de Boko Haram dans cette région. Il faut dire que Boko Haram s'est beaucoup affaibli. L'organisation n'a plus les moyens de faire de grandes opérations d'envergure, comme elle a pu le faire par le passé. Et je pense que dans cette phase là, il faut commencer à réfléchir à la stabilisation et à la reconstruction de ce qui a été détruit, à l'accompagnement des populations, mais aussi à la réinsertion. Sur tous ces points, les Nations Unies peuvent aider. Mais sur le plan strictement militaire et sécuritaire, je ne suis pas sûr que les Nations Unies peuvent apporter une valeur ajoutée, parce que leur façon de procéder ne convient pas vraiment au contexte de lutte anti-terroriste qu'est devenu le bassin du lac Tchad.

TV5MONDE : Autre sujet abordé par Macky Sall et Antonio Guterres, c'est l'aggravation dans la sous-région des crises alimentaire, énergétique et financière. Quel est l'état réel de la situation sur le terrain et comment l'ONU peut-elle aider les pays de la région à faire face à cette triple crise ?

Seidik Abba : J'ai pu me rendre récemment dans le nord-est du Nigeria, dans le sud-est du Niger, ainsi qu'au Burkina Faso. Et je vois que la crise russo-ukrainienne a un impact important en Afrique de l'Ouest. Les prix des denrées alimentaires ont considérablement augmenté, alors que le pouvoir d'achat des populations ne s'est pas amélioré. Les gens avaient déjà des difficultés à se nourrir, aujourd'hui ils se nourrissent encore moins bien qu'avant le début de la crise. Et dans certains pays, le manque de farine oblige à des solutions de substitution. On fait du pain avec de la farine d'igname par exemple.

A côté de ça, certains pays se fournissaient déjà auprès de pays qui sont en guerre aujourd'hui, mais il y a aussi les difficultés d'approvisionnement. Dans le nord-est du Nigeria quelqu'un me racontait que les bateaux qui étaient prévus pour apporter le matériel nécessaire à la résolution de la crise énergétique dans le nord-est du Nigeria, ces bateaux ne peuvent plus venir, car ils sont affectés à d'au-

tres missions. Il y a tous ces aspects qui aggravent la crise. Sans compter qu'aujourd'hui, on arrive à une situation dans laquelle les financements qui étaient prévus pour les pays africains en crise, notamment au Sahel, sont en train d'être réorientés par certains bailleurs de fonds, vers l'Ukraine.

Et beaucoup d'humanitaires ici sur place, se plaignent que des crédits qui leur avaient été promis, ont été amputés pour être réorientés à la prise en charge des réfugiés de la crise ukrainienne. Tous ces facteurs font qu'on risque d'arriver à une aggravation d'une situation déjà très grave dans le Sahel ou le bassin du lac Tchad. Et l'ONU peut avoir une force de plaidoyer, pour éviter qu'il y ait deux poids deux mesures. Qu'on s'intéresse davantage à l'Ukraine, parce que c'est proche de l'Europe, et qu'on oublie l'Afrique de l'ouest ou le bassin du lac Tchad, parce que ce n'est pas proche de l'Europe, ou parce qu'il faut privilégier telle catégorie de réfugiés, plutôt que telle autre. Sur le plan moral et éthique, chaque réfugié a la même valeur.

Toutes ces personnes qui fuient la guerre doivent bénéficier de la même protection. L'ONU peut aussi alerter sur le fait que les projecteurs soient braqués sur l'Ukraine, et qu'on oublie cette partie du continent. Et puis, on sait aussi que l'ONU c'est la FAO ou le Fonds international pour le développement agricole, qui peuvent aider les pays africains dans leurs stratégies d'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. C'est quelque chose qu'on peut faire dans le moyen et le long terme. Mais il faut déjà y penser.

Il y a des pays comme le Nigeria, qui avaient décidé il y a quelques années, qu'il n'importerait plus du riz. Il avait alors mis en place une stratégie d'interdiction d'importation du riz, avec en parallèle la mise sur pied de crédits agricoles, avec la banque centrale pour aider ceux qui veulent faire la production de riz. Et aujourd'hui, le pays est quasiment autosuffisant en matière de production de riz. Il y a des stratégies comme celles-ci que les Nations Unies peuvent accompagner, afin d'éviter que la dépendance se poursuive sur le continent africain. On a eu des émeutes de la faim il y a quelques années sur le continent, parce qu'on arrivait plus à importer du riz d'Asie... Il faut donc réfléchir à sortir de la situation de dépendance du continent.



TV5MONDE : Le changement climatique frappe l'ensemble du continent, et tout particulièrement, certaines zones telles que le bassin du lac Tchad. Quel est l'état de la situation sur place aujourd'hui ?

Seidik Abba : Le plus intéressant et le plus dramatique c'est que la crise climatique dans le bassin du lac Tchad est multiforme. La crise climatique ici a alimenté la crise sécuritaire, parce que le lac était auparavant le poumon économique de la région. Les gens vivaient du lac Tchad, car ils produisaient du poisson, et chaque année, cette économie générait des millions d'euros. Le commerce du poivron également, car les gens faisaient de la production agricole dans le bassin du lac Tchad. Parfois, les agriculteurs cumulaient trois ou quatre saisons dans la région, car ils produisaient du riz, du mil, du blé... Tout ceci n'est plus possible, car il y a eu un assèchement important du lac Tchad, alors que la démographie a augmenté.

Des bergers et leurs familles traversent un affluent du lac Tchad jusqu'au village de N'Gouboua, au Tchad, le jeudi 5 mars 2015, en empruntant le même itinéraire que les réfugiés nigériens ont emprunté pour fuir Boko Haram.

Il y a une pression sur les ressources. Et tout ça fait que les gens sont devenus pauvres. Et la pauvreté a créé un terreau favorable au recrutement. Les gens qui ont été recrutés par Boko Haram, pour la plupart, ne sont pas des gens qui adhèrent à l'idéologie religieuse, non. C'est parce qu'ils sont devenus pauvres, parce qu'ils sont devenus fragiles, que Boko Haram a pu les recruter. Si on ne réfléchit pas à la résolution de la crise climatique, la crise sé-

curitaire ne pourra pas se résoudre. C'est pour cela que les difficultés qu'il y a autour du lac Tchad aujourd'hui, doivent mobiliser plus de personnes.

Il y a quelques années, il y a eu de grandes rencontres internationales sur le lac Tchad en Europe notamment. Mais depuis peu, cet engouement s'est un peu estompé. Il y a donc urgence aujourd'hui à reprendre toute la stratégie d'accompagne des pays pour les aider à faire face à la situation. Il y a quelques temps, il avait été question d'un projet avec la Banque mondiale, pour amener l'eau des fleuves Logone et Chari dans le lac, afin de l'aider à retrouver son niveau d'antan. Tout cela doit inciter à la nécessité de trouver une solution à la situation climatique dans le bassin du lac Tchad, parce que la situation climatique fait partie de la situation sécuritaire.

Si on prend des dispositions pour accompagner les pays sur le plan climatique, cela veut dire qu'on améliore la production dans la région, et qu'on rend les gens moins pauvres et donc moins vulnérables. Il faut donc accompagner cette résilience des populations. Pour l'instant, il n'y a pas cette mobilisation pour le lac Tchad. On a pu voir que la communauté internationale a mis des milliards sur la table afin d'aider l'Ukraine à s'armer et à résister. Puisque la communauté internationale est capable de tels élans de solidarité et de générosité, il faut qu'elle le fasse pour toutes les parties du monde. Et le lac Tchad demande beaucoup moins que ça, et si on le faisait, on créerait les conditions d'un retour à la paix et au développement dans cette partie du continent africain.

Source : TV5

Transition : Qu'on ne trompe plus personne, la Guinée est notre bien commun !



L'annonce tant attendue et quel que peu tardive, il faut bien l'admettre, de la durée de la Transition par le chef du Comité National du Rassemblement et du Développement (CNRD), à 39 mois provoque une levée de boucliers dans la cité. Il fallait bien s'y attendre, tant certains ont une dent contre l'élan pris par la junte pour mettre le pays sur les rails. Notamment par la fermeture des robinets à sous et la mise en place de la redoutable Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF), une juridiction spéciale chargée de traquer jusque dans leurs derniers retranchements, les fossoyeurs de l'économie nationale. Cette Cour a déjà l'extraordinaire pouvoir psychologique de perturber le sommeil des caciques des pouvoirs précédents d'Alpha Condé et de Lansana Conté qui se sentent morveux. Face à la détermination du CNRD de nettoyer l'écurie, nous assistons, comme il fallait aussi s'y attendre, à la constitution d'un front par les anciens ennemis jurés sous les régimes d'Alpha Condé et de Lansana Conté contre la volonté refondatrice et rectificatrice du CNRD de notre État et de ses institutions. Ceux-là mêmes dont les querelles s'expliquaient non pas par l'élévation au sommet de la Guinée mais par le simple souci d'alternance autour du « Grand gâteau » qu'était devenue la Guinée à leurs yeux. Opposés sur tout sauf sur la nécessité de changer le tentaculaire Système prédateur qui plombait et verrouillait l'avenir

du pays, ces forces rétrogrades veulent en réalité que le Système survive pour qu'il continue à nous broyer, nous et les générations futures, sur son chemin.

Ces irréductibles défenseurs du Système veulent continuer à se servir librement dans les caisses de l'État, sans en rendre le moindre compte, tout en laissant enfoncer les populations entières dans une pauvreté absolue. Ils veulent continuer à financer à l'étranger à des coups de milliers d'euros et de dollars, les frais de scolarité et autres bêtises de leurs enfants et proches sur le dos du contribuable guinéen, tout en laissant végéter les enfants d'autres guinéens dépossédés dans les écoles sinistrées du pays.

Ils veulent continuer à pomper dans les caisses de l'État comme dans un héritage personnel, pour aller soigner une grippe à Paris, Londres ou New York, tout en laissant mourir nos femmes enceintes dans nos hôpitaux publics par manque d'une prise en charge adéquate. Ils veulent continuer encore, en vidant les maigres ressources de la nation, à passer leurs vacances, en arpentant les grands boulevards parisiens bordés de magasins de luxe, en laissant les Guinéens se casser les jambes sur les routes dégradées et défoncées du pays. Bref, ces gens-là veulent vider la Guinée de son sang, du sang de ses respectables ancêtres !

Ce sont ces partisans du Système qui ont donc intérêt à ce que la junte dégage la piste tout

bonnement, comme elle est venue le 5 septembre 2021. Ils ont intérêt à ce que tous les prédateurs des ressources collectives bénéficient d'une loi d'amnistie qui tirera une fois pour toutes le rideau sur tout ce qui a été détourné au peuple martyr de Guinée. Ils ont intérêt à ce qu'on restitue à tous les grands commis de l'État les biens qu'ils avaient auparavant sorti du domaine de l'État pour la simple raison qu'ils avaient le privilège d'occuper de hautes fonctions publiques.

Ils ont intérêt à ce que les Guinéens soient privés d'espaces publics, d'accès à la mer. Ils ont intérêt à ce que nos enfants soient privés d'aires de jeux et de lieux de détente dans un pays asphyxié par la corruption des élites et la pollution des itinéraires. Ils ont intérêt à ce que les enfants soient privés de leur droit de vivre en tant qu'enfants. Ils ont intérêt à ce que l'État dans son ensemble leur soit cédé. Ils ont intérêt à ce que la Guinée fasse partie de leur portefeuille. Ils ont intérêt à ce que la Guinée finisse, meurt et qu'on en parle plus. Il est donc temps que le Guinéen ouvre les yeux et qu'il pense en fonction de l'intérêt général. La junte est un accident de parcours, une parenthèse ouverte qui doit être refermée. Elle est là parce que les dix années de pouvoir civil ont lamentablement échoué à faire naître une gouvernance économique et politique saines. La durée de la Transition donnée par le CNRD est une proposition qui doit être examinée par les acteurs internes et par la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Mais prenons garde à ne pas bâcler la Transition.

Soyons vigilants et critiques avec le CNRD mais laissons-lui le temps de mettre de l'ordre pour un retour serein à la normalité constitutionnelle. Ne cédon pas au chantage des défenseurs du Système responsable de l'irruption des militaires sur la scène publique. Ils veulent que l'histoire se répète. Mais nous autres Guinéens, ne voulons pas de cela. Nous en avons assez de rester cloîtrés dans les pièges des politiques aveugles, sourds, muets et dépourvus de guide. C'est pour son intérêt supérieur que la Guinée a besoin de tourner cette page sombre de l'histoire d'un Système qui est lui-même responsable de sa faillite. Alors que disparaisse à jamais ce Système corrompu et asphyxiant !

Source : GuinéeNews

Mercato – Real Madrid : Une recrue à 50M€ se confirme pour Ancelotti ?

Désireux de quitter Leicester à la fin de cette saison, Youri Tielemans aimerait poursuivre sa carrière en Espagne. Le Real Madrid pourrait lancer les grandes manœuvres dans ce dossier.

Le recrutement d'un milieu de terrain est loin d'être la priorité du Real Madrid, concentré sur le dossier Kylian Mbappé. Mais le club espagnol pourrait bien s'offrir un renfort dans l'entrejeu si l'occasion se présente. Depuis plusieurs semaines, il est question d'un intérêt de la Casa Blanca pour Aurélien Tchouaméni

(AS Monaco), mais un autre profil aimerait rejoindre le groupe de Carlo Ancelotti. Selon les informations d'As, Youri Tielemans voudrait porter le maillot du Real Madrid lors du prochain mercato estival. Une information confirmée en Belgique.

C'EST CONFIRMÉ, TIELEMANS VOUDRAIT REJOINDRE LE REAL MADRID

Selon le journaliste Sacha Tavolieri, Youri Tielemans aurait pris la décision de quitter Lei-

cester, un an avant la fin de son contrat. Agé de 24 ans, l'ancien joueur de l'AS Monaco aurait fait savoir à son entourage qu'il souhaitait évoluer au sein du championnat espagnol la saison prochaine. A en croire cette source, le Real Madrid pourrait bien se positionner concrètement dans les prochaines semaines et transmettre une offre à Leicester dans ce dossier Tielemans, qui avoisinerait les 50M€.

Source : <https://le10sport.com>





Bélier (21 mars - 19 avril)

Ce ne sera pas une impression, ce collègue vous cherchera bien des noises. Vous serez tenté de lui en demander les raisons, mais vous contiendrez votre courroux. Vous l'ignorerez, car vous aurez du boulot et peu de temps pour des chicanes professionnelles.

Toutes les excuses seront bonnes pour sortir votre carte bleue. Vous dépenserez allègrement. Si vous avez des ennuis administratifs et financiers, ne signez rien sans avoir lu entre les lignes et obtenu des garanties écrites. Dans le doute, abstenez-vous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Ami Taureau, persuadé d'être un employé modèle, vous vous accorderez une telle importance que cela vous vaudra une réputation d'arriviste... Plancher au milieu d'une équipe sur une mission : NON ! Plancher en solitaire sur un projet d'envergure : OUI !

Généralement, vous commencez à connaître des soucis de trésorerie en milieu de mois ! Ami Taureau, le mois de mai ne fera malheureusement pas exception à la règle... Cela vous rendra terriblement aigri ! Il ne faudra pas vous parler d'argent aujourd'hui...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes polyvalent et très rapide ! Votre vitesse de réalisation accélère. Votre chef peut vous demander de freiner la cadence. Des petites erreurs restent possibles. Il y a de l'étourderie dans vos activités. Une réunion importante est annoncée !

Un coup de cœur arrive sur un produit ! Il peut être lié à des accessoires. Un voyage à venir cause des frais inattendus ! Pour les économies, c'est peine perdue. Le salaire fond rapidement aussitôt qu'il entre. Vous n'avez aucun scrupule sur ces frais.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vos fonctions cérébrales sont en perte de vitesse ! Le carré Mars/Mercure vous empêche de réfléchir correctement. Votre travail s'en trouve ainsi pénalisé, et cela vous contrarie d'autant plus ! Décidément, vous avez l'impression que tout va de travers.

Prudence, vous avez la main trop légère sur votre porte-monnaie ! Les dépenses vont bon train, vous en êtes conscient. Mais vos idées sont confuses aujourd'hui, vous avez du mal à vous concentrer, et vous vous énervez ! Vous aviserez une autre fois !



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous souhaitez revendiquer un droit ou introduire une demande à votre hiérarchie, ce sera probablement le moment de le faire. Votre requête connaîtra un écho favorable. À la recherche d'un emploi, un contact se précisera avec un rendez-vous.

Vous ne prenez pas le risque de vous engager financièrement si vous n'êtes pas certain de pouvoir honorer vos échéances sur le long terme. Afin d'être encore plus crédible dans votre gestion au quotidien, vous réduirez considérablement vos dépenses.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les dissonances de Mars vous pousseront au bord de la crise de nerfs. Si vous êtes commercial, vous pourriez éprouver davantage de difficultés à atteindre votre quota. Ami Vierge, votre discours semblera bien moins construit que d'habitude...

Pour vos finances, vous allez à la fois jouer le rôle du pompier de service et celui du pyromane... Le rôle de pyromane sera pour vous un rôle de composition ! L'argent vous brûlera les doigts. Effectivement, ami Vierge, vous ferez flamber votre carte bleue.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des échanges avec des collaborateurs sont constructifs. Vous pourriez prendre la parole. La journée favorise une réunion. Le service où vous travaillez est en ébullition ! Le temps presse. On vous donne des délais pour finaliser. Ils peuvent être trop courts.

De la récupération ou du bricolage sont les bienvenus. Ils permettent de rogner quelques économies. C'est seulement avec le bon sens que vous évitez des frais. Votre salaire suffit à couvrir les charges. Faites attention à ne pas prêter de l'argent !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Inutile d'essayer de réagir, c'est peine perdue ! Le carré Mars/Mercure apporte une fatigue cérébrale, sans que vous ne puissiez rien y faire ! Vous n'y arrivez pas, tout simplement, et avez l'impression de perdre la tête ! Et la mémoire, en plus !

Une bonne nouvelle pourrait arriver, et vous redonner le sourire ! Cela devrait illuminer votre journée, et avoir un impact positif sur votre couple. Une somme d'argent, provenant de l'extérieur, est peut-être attendue. C'est toujours bienvenu !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vos facultés seront décuplées par le climat astral qui vous donnera des ailes pour aller de l'avant, vous impliquer davantage ou relever un défi. Le hic, c'est que vous ferez tout avec excès et ne pas aboutir comme vous le voudrez dans vos démarches.

Vous devriez avoir quelques facilités financières, mais n'en attendez pas trop non plus, sinon, vous serez déçu. Vos démarches seront favorisées, notamment si vous êtes en demande d'un crédit ou pour une transaction commerciale qui vous réussira.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vos supérieurs vous pousseront à vous dépasser encore plus en vous rajoutant un peu plus de travail tous les jours. Vous savez pertinemment qu'ils servent davantage leurs intérêts que les vôtres. Pas question d'accepter tout et n'importe quoi...

Vous n'avez jamais eu l'habitude de négocier les prix de vos achats. Si le montant d'un objet est trop cher pour votre bourse, vous ne l'achetez pas. Aujourd'hui, votre partenaire négociera systématiquement tout. Vous en aurez presque honte...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez beaucoup et on vous aime pour cela. Vos supérieurs remarquent votre implication ! Une tâche importante demande une collaboration. Vous devez bien vous entourer. Ouvrez l'œil sur vos collègues. Choisissez-les, en fonction de leur sincérité !

Les dépenses concernent l'habitation. Des frais pour la famille sont très possibles. Cette journée vous préoccupe beaucoup pour l'argent. Vous faites de votre mieux pour répartir les dépenses. Une sensibilité vous tient. Les questions d'argent vous irritent.



Poisson (19 février - 21 mars)

Un manque de concentration évident vous empêche de mettre en pratique vos idées. Le carré Mars/Mercure obstrue votre esprit, en mettant une barrière à toute logique, et cela vous fait défaut tout au long de la journée. C'est dur, pour un travail efficace !

Des imprévus, peut-être d'ordre immobilier, pourraient vous apporter quelques contrariétés. Un projet qui tombe à l'eau, un revenu financier qui a du retard, l'impatience vous gagne et vous risquez de prendre ces nouvelles de façon négative. Relativisez.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



1011 **Malikilé**



1012 **Malikilé**



1013 **Malikilé**



1014 **Malikilé**



1015 **Malikilé**



1016 **Malikilé**





1017 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

 Journal Malikilé

 +223 70 44 22 23

 ampikile@gmail.com

 www.malikile.com